

ARRETE DU MAIRE N° 2021-124

prescrivant la mise en œuvre du projet de la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de l'Isle d'Abeau

Le Maire de la Commune de L'ISLE D'ABEAU,

ARRIVÉ LE

23 DEC 2021

47 8148 PRÉFECTURE
DE LA TOUR DU PIN (ISERE)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L153-45, -46, -47 et -48,

Vu le Plan local d'urbanisme approuvé par délibération du Conseil municipal du 6 novembre 2017 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 6 novembre 2017 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) ;

Vu la délibération n°2019-117 du Conseil Municipal en date du 9 décembre 2019 approuvant la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) ;

Vu la présentation du dossier à la commission municipale Urbanisme et Grands Projets Innovants du 29 novembre 2021 ;

Considérant qu'il apparaît nécessaire d'apporter les évolutions suivantes au PLU, qui visent à :

- d'adapter le règlement pour permettre une mise en œuvre plus accessible des installations de panneaux solaires en toiture, afin de faciliter le développement du photovoltaïque à l'instar de La loi Climat et Résilience, promulguée le 22 août 2021,
- de supprimer un emplacement réservé n'ayant plus raison d'être. Un emplacement réservé constitue une servitude destinée à réserver du foncier en vue de la réalisation notamment de voies (autoroutes, rues, places...) et ouvrages publics, d'installations d'intérêt général à créer ou à modifier... En l'espèce il s'agit de l'emplacement réservé n°4, d'une contenance de 684m², bénéficiant à la commune en vue d'élargir la rue du Didier, projet abandonné ;
- de modifier la surface de l'emplacement réservé n°6, bénéficiant au Département, destiné à l'élargissement de la RD1006, dont la surface d'emprise est surestimée ;

Considérant qu'en application de l'article L153-45 du Code de l'Urbanisme : en dehors des cas où une procédure de modification avec enquête publique s'impose (en vertu de l'article L153-41) : « la modification peut, à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire, être effectuée selon une procédure simplifiée. Il en est de même lorsque le projet de modification a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle. »

Considérant que la modification envisagée entre dans le champ d'application de la modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme,

Considérant que le projet de modification simplifiée n°2 du PLU sera notifié au Préfet et aux Personnes Publiques Associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'Urbanisme,

Considérant que le dossier de modification simplifiée n°2 du PLU comprenant le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées, sera mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations, selon les modalités précisées par le Conseil Municipal.

ARRETE

Article 1 : La procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme est engagée ; elle a pour objet de :

- d'adapter le règlement pour permettre une mise en œuvre plus accessible des installations de panneaux solaires en toiture, afin de faciliter le développement du photovoltaïque à l'instar de La loi Climat et Résilience, promulguée le 22 août 2021,
- de supprimer un emplacement réservé n'ayant plus raison d'être. Un emplacement réservé constitue une servitude destinée à réserver du foncier en vue de la réalisation notamment de voies (autoroutes, rues, places...) et ouvrages publics, d'installations d'intérêt général à créer ou à modifier... En l'espèce il s'agit de l'emplacement réservé n°4, d'une contenance de 684m², bénéficiant à la commune en vue d'élargir la rue du Didier, projet abandonné ;
- de modifier la surface de l'emplacement réservé n°6, bénéficiant au Département, destiné à l'élargissement de la RD1006, dont la surface d'emprise est surestimée ;

Article 2 : Le dossier du projet de modification simplifiée n°2 du PLU sera notifié au Préfet et aux Personnes Publiques Associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du code de l'urbanisme.

Les modalités de mise à disposition du public du projet de modification, avec l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées du PLU pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations, seront définies par délibération du Conseil Municipal.

A l'issue de la mise à disposition, le maire en présentera le bilan devant le conseil municipal, qui en délibérera et adoptera le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

Article 3 : Monsieur le Maire de l'Isle d'Abeau est chargé de l'application du présent arrêté.

Fait à l'Isle d'Abeau, le 30 novembre 2021

Le Maire,
Cyril MARION

